QUATRIEME PARTIE : ARTICULATION ENTRE LE PLU ET LE CADRE SUPRA-COMMUNAL

Lois et politiques publiques	p. 166
Schéma de Cohérence Territoriale Bourg-Bresse-Revermont	p. 169
Programme Local de l'Habitat	p. 171
Plan climat air énergie territorial	p. 171
Servitudes d'utilité publique	p. 173

LOIS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Conformément au code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Certines ne doit pas être contraire aux objectifs visés aux articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Article L. 101-1

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L. 101-2 (les 8 principes fondamentaux communs aux documents d'urbanisme)

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

➤ **Politiques publiques à prendre en compte :**

Source : le Porter à connaissance de décembre 2020

Les 7 politiques publiques et leurs traductions	
1. Déplacements	• Les enjeux de la mobilité, vecteur du développement de l'urbanisation
2. Gestion économe de l'espace	• Maîtriser l'étalement urbain et préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers
3. Cohésion sociale	• Évolution équilibrée de la structure de la population
4. Environnement	• Préserver et valoriser l'environnement
5. Risques et nuisances	• Prendre en compte les risques et limiter les nuisances
6. Économie soutenable	• Dynamiser durablement le territoire dans le respect de son identité paysagère et culturelle
7. Énergie, air, climat	• La considération des questions énergétiques et de santé environnementale

En outre, doivent être prises en considération les différentes législations et réglementations en vigueur depuis les années 1985, qui ont, d'une manière ou d'une autre, une incidence sur l'établissement de la politique d'urbanisme de la commune de Certines.

Source : le Porter à connaissance de décembre 2020

À partir de 1985 : des lois novatrices apparaissent en matière d'environnement, ville, paysage et cohésion sociale

- La loi sur la protection et le développement de la montagne du 9 janvier 1985
- La loi d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992
- La loi sur l'élimination des déchets du 13 juillet 1992
- La loi sur le bruit du 31 décembre 1992
- La loi relative à la protection et à la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993
- La loi de renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995
- La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998
- La loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999
- La loi relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage du 5 juillet 2000.

À partir de 2000 : les lois SRU et suivantes assurent la cohérence entre les politiques publiques sectorielles, dans une perspective de développement durable

- La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000
- La loi relative à l'archéologie préventive du 17 janvier 2001
- La loi relative à l'urbanisme et l'habitat du 2 juillet 2003
- La loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004
- La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005
- La loi relative à l'engagement national pour le logement (ENL) du 13 juillet 2006
- La loi instituant le droit au logement opposable (DALO) et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, du 5 mars 2007
- La loi relative à l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (APCIPP) du 17 février 2009
- La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (loi Boutin) du 25 mars 2009
- La loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 17 décembre 2009.

À partir de 2009 : les lois GRENELLE et suivantes replacent les principes du développement durable au cœur des débats

- La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite GRENELLE 1) du 3 août 2009
- La loi portant engagement national pour l'environnement (dite ENE ou GRENELLE 2) du 12 juillet 2010
- La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (dite MAP) du 27 juillet 2010
- La loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'union européenne du 5 janvier 2011

- La loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011
- L'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures des documents d'urbanisme et son décret d'application du 14 février 2013
- La loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013
- L'ordonnance n°2013-888 du 3 octobre 2013 relative à la procédure intégrée pour le logement (dite la PIL) consécutive à la loi du 1er juillet 2013 habilitant le gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction
- L'ordonnance n°2013-889 du 3 octobre 2013 relative au développement de la construction de logements
- L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 sur le géoportail de l'urbanisme
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR)
- La loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises
- La loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées
- L'ordonnance n°2014-811 du 17 juillet 2014 relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise
- L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées
- La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (dite loi LAAAF)
- L'ordonnance n°2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (dite loi SIVE)
- La loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014
- La loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes
- La loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (1)
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite loi Macron)
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTR)
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (1)
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme
- Le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et portant modernisation du contenu des PLU
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine
- L'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes
- La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages
- La loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN)
- La loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat
- La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique
- La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique
- La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

➤ **Répercussions dans les domaines traités par le PLU :**

- ✳ Habitat
- ✳ Qualité du cadre de vie : protection de la ressource en eau et assainissement, déchets
- ✳ Environnement
- ✳ Economie dont l'agriculture
- ✳ Paysage
- ✳ Version modernisée du PLU

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE BOURG-BRESSE-REVERMONT (SCOT BBR)

Le PLU doit être compatible avec le SCoT intégrateur.

Le territoire de Certines est compris dans le SCOT Bourg-Bresse-Revermont (BBR).

Un premier SCOT a été approuvé le 14 décembre 2007. Sa révision a été approuvée le 14 décembre 2016. Il est exécutoire depuis le 6 mars 2017.

Le SCoT est chargé d'intégrer les documents de planification supérieurs et devient ainsi le document pivot : on parle de SCoT intégrateur. Ce qui permet aux PLU (et cartes communales) de ne se référer juridiquement qu'à lui pour assurer leur légalité au regard des objectifs traités par ces documents.

Le SCOT BBR a intégré :

- * le Schéma Régional de Cohérence Ecologique / SRCE (abrogé depuis) ; intégrer désormais le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADETT)
- * le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- * le Plan de Gestion des Risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PGRi),
- * le schéma régional des carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Le SCOT est un outil de planification intercommunale qui définit une stratégie globale d'aménagement pour le territoire qu'il couvre.

La révision du SCOT a été engagée en juillet 2023 au vu :

- Des conclusions du bilan du SCoT (2016-2022) : revoir les ambitions de croissance résidentielle
- de la transition écologique et énergétique : porter un nouveau modèle de développement
- de la loi climat et résilience : engager la trajectoire ZAN (zéro artificialisation nette)

Le futur SCoT tiendra lieu de plan climat-air-énergie territorial.

Situation dans le SCOT de 2016 :

Armature territoriale

La commune de Certines est classée en « pôle local équipé » en binôme avec Tossiat.

Selon le SCOT, la commune dispose d'un niveau de services et commerces de proximité permettant de répondre aux besoins quotidiens de ces habitants et de rayonner sur les communes rurales alentours.

La structuration du SCOT hiérarchisée en 4 niveaux, selon le rôle et les fonctions des communes sur le territoire, constitue l'ossature à partir de laquelle s'organise le développement urbain (résidentiel, économique).

Elle vise à réguler le processus d'étalement urbain en polarisant la croissance urbaine.

Synthèse des Orientations du SCOT

A – Affirmer le développement du bassin burgien

1. Favoriser le dynamisme économique
2. Dynamiser l'économie touristique
3. Maintenir le niveau de desserte et anticiper l'avenir du territoire

B – Structurer le territoire autour de ses polarités principales

1. Renforcer et structurer l'armature territoriale
2. Assurer le parcours résidentiel des ménages
3. Améliorer la qualité urbaine

4. Organiser une ville de la proximité
5. Document d'Aménagement Artisanal et Commercial – DAAC

C – Préserver et valoriser le cadre de vie du territoire

1. Préserver la biodiversité et les milieux naturels
2. Garantir le maintien de l'agriculture
3. Valoriser la qualité des paysages

D – Maîtriser la gestion des ressources

1. Maîtriser les consommations énergétiques et favoriser les énergies renouvelables
2. Améliorer la qualité des eaux et sécuriser la distribution en eau potable
3. Optimiser la gestion des déchets
4. Prévenir les risques
5. Améliorer la qualité de l'air & maîtriser les nuisances sonores
6. Répondre aux besoins des activités d'extraction et d'exploitation
7. Préserver la qualité et les fonctions naturelles des sols

Pour Certines (données SCOT) :

Croissance résidentielle 2015-2035 :

Croissance démographique : utiliser le TCAM (taux de croissance annuel moyen) de 1,17 %, comme élément de cadrage.

Les projections ainsi obtenues correspondent à un maximum à démontrer au vu du projet communal (besoins en logement et fonciers à déduire).

Le taux de 1,17 % couvre la période 2016-2035. Il est donc à compter à partir de 2016 pour estimer la population 2035. Il est retenu pour l'ensemble de la strate "pôles locaux équipés".

Encadrement de l'étalement de l'urbanisation :

- Produire 25 % des logements dans le tissu urbain ; soit environ 70 logements. Analyser les potentiels intra-urbains : réhabilitation de logements vacants, requalification – reconversion de friches, mobilisation d'espaces vierges, divisions parcellaires.

- Densité moyenne des opérations d'habitat : 20 logements par hectare

- Allocations foncières allouée par rapport à un état « 0 » de 2008 (délimitation du tissu urbain), qui déterminent le volume de foncier consommable en extension de ce tissu urbain pour la période 2008-2015 : 15 ha.

- Pôles de développement où **sont admis des extensions du tissu urbain** :

- La Morandière, les Jalatières, Portant
- Les Rippes

Développement économique :

Le SCOT hiérarchise l'offre foncière économique et alloue des surfaces de fonciers consommables pour chaque type de zone d'activités économiques (ZAE).

- Zone régionale : CADRAN : 35 ha, identifiés dans la ZAC « Bourg-Sud »

- Zones locales : 14 ha pour l'ensemble du territoire de l'ex CC BDSR à répartir en extension de ZAE existantes.

Stratégie commerciale :

Le DAAC (document d'aménagement artisanal et commercial) vise un rééquilibrage entre offre commerciale de centralité et offre commerciale périphérique.

- Privilégier les installations commerciales dans les centralités (non délimitées sur Certines).
- Les zones commerciales périphériques : néant

Mobilités – déplacements :

Au-delà de l'articulation urbanisme / déplacement traitée par le confortement de l'armature urbaine à l'échelle de Grand Bourg Agglomération :

Les principes :

- Urbanisation de proximité : pôles de développement, liaisons inter quartiers, accessibilité services, commerces
- Intensification urbaine au droit des arrêts TC, réduction sinon
- Traitement des entrées de ville

Volet agricole et environnemental :

Identification des espaces et spatialisation des enjeux.

- Environnement : trame agro-environnementale qui décline un niveau de protection hiérarchisé (corridors écologiques, réservoirs de biodiversité, espaces perméables) :

- Intérêt écologique majeur
- Espaces en extensions des réservoirs de biodiversité
- Espaces de nature ordinaire et de perméabilité

- Agriculture : repérage et protection des espaces à enjeux dans les PLU :

- Espaces agricoles ordinaires
- Espaces agricoles stratégiques
- Espaces agricoles sous pression

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Le PLU doit être compatible avec le PLH.

Article L.302 du Code de la Construction et de l'Habitation

Le PLH définit pour six ans les objectifs du territoire relatifs au parc de logements existant et à venir, public et privé, en locatif et en accession, et considère également les publics spécifiques auxquels il apporte des réponses opérationnelles pour permettre « l'accès au logement pour tous ».

Le PLH de la communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse a été adopté le 3 février 2020 pour la période 2020 – 2026.

Voir ci-avant dans le chapitre Habitat.

PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Le PLU doit prendre en compte le plan climat air énergie territorial (PCAET) couvrant son territoire (art. L.131-5 du code de l'urbanisme).

La communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse a approuvé son plan climat air énergie territorial (PCAET) 2023-2028 par délibération du conseil communautaire du 22 mai 2023.

Le futur SCoT tiendra lieu de plan climat-air-énergie territorial.

Le PCAET affirme les trois ambitions de l'Agglomération :

- Accentuer la sobriété foncière et énergétique
- Développer l'adaptation et la préservation des ressources
- Développer la production d'énergies renouvelables

Plan Actions :

- ✿ **Fiche action PCAET Sobriété n°1 Mobilité** : mener une transition vers une mobilité durable. Avec pour chaque fiche :
 - Axes stratégiques
 - Objectifs
 - Contexte et description synthétique
 - Actions transversales
 - Echelle de réalisation du projet
 - Calendrier de réalisation, plan de financement, moyens humains, points de vigilance issus de l'évaluation environnementale stratégique, acteurs concernés par la fiche d'action, évaluation
- ✿ **Fiche action PCAET Sobriété n°2A Rénovation énergétique - Public** : entreprendre des rénovations énergétiques et des constructions exemplaires, des équipements publics
- ✿ **Fiche action PCAET Sobriété n°2B Rénovation énergétique - Privé** : aider les habitants du territoire à améliorer le confort thermique de leur logement et à diminuer leur consommation d'énergie
- ✿ **Fiche action PCAET Sobriété n°3 Economie** : engager la sobriété foncière économique et énergétique en lien avec les entreprises du territoire
- ✿ **Fiche action PCAET Sobriété n°4 Déchets** : réduire la production de déchets et développer l'économie circulaire
- ✿ **Fiche action PCAET Adaptation n°5 Aménagement** : faire de la stratégie foncière un outil du changement
- ✿ **Fiche action PCAET Adaptation n°6 Santé environnement** : préserver la qualité de vie sur le territoire
- ✿ **Fiche action PCAET Adaptation n°7 Agriculture et alimentation** : engager la transition agricole et alimentaire du territoire
- ✿ **Fiche action PCAET Adaptation n°8 Ressources** : préserver les ressources et améliorer leur gestion dans un contexte d'adaptation au changement climatique
- ✿ **Fiche action PCAET Adaptation n°9 Outils** : créer des outils pédagogiques, des espaces dédiés et des actions de sensibilisation
- ✿ **Fiche action PCAET Autonomie n°10 Energie renouvelable** : multiplier par deux la production d'énergie renouvelable et de récupération à horizon 2030 sur l'ensemble du territoire
- ✿ **Fiche action PCAET Autonomie n°11 Gouvernance** : développer une gouvernance partagée

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Article R 151-51 du code de l'urbanisme :

Les annexes au plan local d'urbanisme comprennent, s'il y a lieu, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre mentionnées à l'article L. 151-43.

Le dossier de PLU comporte donc en Annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (articles L. 151-43 et L. 152-7 du code de l'urbanisme créés par l'ordonnance du 23 septembre 2015), avec leur dénomination, la référence et la date de l'acte juridique qui les ont instituées, le nom du service gestionnaire.

Servitude AC1 de protection des monuments historiques classés ou inscrits

La commune de Certines a un monument historique répertorié sur son territoire : « Le Château de Genoud » et ses dépendances, façades et toitures, le puits, son enceinte et l'allée de platanes ainsi que la surface des parcelles, inscrits le 28 août 2006.

Ces protections constituent des servitudes d'utilité publique dont la gestion est assurée par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain (service territorial de la DRAC).

En conséquence :

- Un monument historique classé ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de démolition ou de modification quelconques sans autorisation de l'administration.
- Aucune modification d'un monument historique inscrit ne peut être effectuée sans avoir 4 mois à l'avance avisé le service gestionnaire et indiqué les travaux envisagés (article L. 621-27 du code du patrimoine)
- La protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés (secteur de 500 m de rayon ou autre) est régie par :
 - ✓ le code du patrimoine (articles L. 621-30-1 ; L. 621-31 ; L. 621-32) pour toutes les modifications de l'aspect extérieur des immeubles, les constructions neuves, les interventions sur les espaces extérieurs,
 - ✓ le code de l'environnement (article R. 581-16) et la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 pour la publicité et les enseignes.

Service gestionnaire :

Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes (DRAC)
6 quai St Vincent
69 001 LYON

Localement : Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01000 BOURG-EN-BRESSE

Servitude EL11 relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération

La commune de Certines est concernée par la servitude EL11 qui interdit les accès directs sur l'autoroute A 40 et la route express RD 1075.

Articles L. 122-2, L. 151-3, L. 152-1 et L. 152-2 du code de la voirie routière

L'article L. 122-1 du code de la voirie routière définit les autoroutes comme « des routes sans croisement, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet et réservées aux véhicules à propulsion mécanique. »

Article L. 122-2 du code de la voirie routière, créé par la loi 89-413 du 22 juin 1989.

"Les propriétés riveraines des autoroutes n'ont pas d'accès direct à celles-ci. Les propriétaires riverains n'exercent les autres droits reconnus aux riverains des voies publiques que sous réserve des conditions prévues par décret en Conseil d'État. Des servitudes destinées à éviter les abus de la publicité peuvent être imposées aux propriétés riveraines dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État."

L'article L. 151-1 du code de la voirie routière définit les routes express comme « des routes ou sections de routes appartenant au domaine public de l'État, des départements ou des communes, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules. »

Les propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération n'ont pas d'accès direct à ces dernières. Concernant les routes express et les déviations d'agglomération, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains, mais les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après le rétablissement de la desserte des parcelles intéressées.

La servitude s'applique aux autoroutes et routes express dès la prise d'effet du classement dans la catégorie de voie correspondante. La servitude s'applique aux déviations directement, sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

Servitude de type I4 relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité

La commune de Certines est concernée par la ligne 63kV « La Chapelle-du-Chatelard – Cize – Servas ».

Références législatives et réglementaires

L. 323-3 à L. 323-9 du code de l'énergie pour les SUP issues de la DUP et L. 323-10 du code de l'énergie pour les SUP établies après la DUP au voisinage des ouvrages de transport ou de Distribution.

Service gestionnaire :

Réseau de Transport d'Électricité (RTE)
Centre Développement et Ingénierie (CDI) Lyon
Service Concertation Environnement Tiers (SCET) – Urbanisme
1 rue Crépet
CS 30728
69 367 LYON CEDEX 07

Le service gestionnaire demande à être consulté :

- pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis,
- pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 V, afin de vérifier la conformité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté technique interministériel du 2 avril 1991.

Servitude T1 relative aux voies ferrées

La commune de Certines est traversée par la ligne ferroviaire n° 883 000 dite de Mâcon à Ambérieu-en-Bugey.

Services gestionnaires	et
SNCF RESEAU	SNCF Immobilier – Direction immobilière territoriale Sud-Est
18, avenue des Ducs de Savoie	Campus INCITY
73 000 Chambéry	116, cours Lafayette
	69 003 Lyon